

Cincinnatus

Hervé Dumez

Désignant d'abord les boucles d'une chevelure, le nom Cincinnatus resterait comme celui d'un homme qui aurait servi son pays quand on le lui avait demandé, l'aurait sauvé du désastre, puis, sans état d'âme et sans bruit, se serait retiré dans son petit domaine.

Il avait été consul, mais suffect. N'étant pas d'une famille établie, on l'avait en effet nommé en remplacement d'un consul mort durant son mandat : il n'avait donc pas été élu à la manière traditionnelle. Ayant gouverné avec probité, intelligence et sens de l'État, un élan populaire s'était levé pour lui demander de prolonger sa mandature, ce qui eût été illégal. Son refus avait été sans appel. Son fils, quant à lui, voulant semble-t-il rétablir la monarchie, ou du moins un pouvoir personnel, fut incarcéré. Sans doute par respect pour son père, la peine capitale lui fut épargnée et on le condamna à l'exil, mais contre une énorme caution. Cincinnatus vendit l'ensemble de ses biens, à l'exception d'une mesure et de son alentour situés à l'extérieur de la ville, et paya.

Vouté sur son araire, au rythme lent de ses bœufs, il ruminait sur les nouvelles venues de Rome qui étaient inquiétantes. Alors que l'un des deux consuls était parti combattre les Sabins, l'autre se trouvait encerclé par les Éques avec toute son armée. Sur la route, il vit s'approcher une délégation, toges et licteurs en tête. Il ne lui était pas très difficile de deviner qu'il avait été désigné dictateur. Ouvrant le coffre qu'il gardait dans la petite pièce d'habitation, il en sortit sa vieille toge et prit leur tête. La dictature était limitée à six mois ; en seize jours, il rassembla de nouvelles troupes, défit les Éques au mont Algide, libérant ainsi le consul et son armée, et retourna alors à son champ.



*Cincinnatus, Vienne,
jardins de Schönbrunn*



En 1783, la guerre étant gagnée, Washington démissionna de ses fonctions de général en chef et remit son commandement au Congrès, alors réuni à Annapolis. Ayant perdu nombre de batailles, mais inessentiellles heureusement, ayant remporté les engagements décisifs, il retourna s'occuper de sa riche plantation, Mount Vernon. Il avait toujours dit qu'il était avant tout un fermier.

L'armée était alors cantonnée à Newburgh, État de New York. La paix n'était pas signée, mais allait l'être. Soldats et officiers seraient démobilisés, frères d'armes devant se séparer pour retourner chacun dans ses foyers sur l'immense territoire de la nouvelle république. Il était question de leur accorder une demi-solde à vie, ou un pactole de retour à la vie civile pour les remercier de leurs faits d'armes qui avaient sauvé la liberté, mais le Congrès n'était pas autorisé à lever l'impôt, seules l'étaient les treize colonies, non encore unies. Elles avaient accumulé une dette colossale pour financer la guerre et l'on commençait juste à discuter d'une constitution fédérale.

Friedrich Wilhelm Freiherr von Steuben était un noble prussien venu transformer une milice de paysans en armée moderne et manœuvrable. Washington l'avait nommé inspecteur-général. Ayant tenu une des librairies de Boston avant la guerre, Henry Knox avait dirigé l'artillerie de l'armée continentale. Ne voulant se quitter à jamais peut-être sans qu'un lien continuât de les unir, voulant perpétuer le souvenir des héros de la liberté, ne voulant pas qu'on les oubliât dans les cœurs, mais aussi dans le budget du nouvel État, les deux généraux eurent une idée : ils créèrent la société des Cincinnati. Chacun des héros recevrait une médaille avec sur elle la figure de Cincinnatus et une devise – *Omnia relinquit servare Republicam* (il quitta tout pour servir la République) –, un fond serait créé pour aider les plus pauvres d'entre eux, et tous se retrouveraient chaque année en une assemblée générale, se remémorant leurs exploits. Bien évidemment, Washington, qui n'était plus à Newburgh, se verrait proposer la présidence. Pierre-Charles L'Enfant, ingénieur militaire et l'architecte-urbaniste qui dessinerait bien plus tard le plan de la nouvelle capitale fédérale, leur proposa de créer un insigne, un aigle, que chacun pourrait porter sur son habit dans les grandes occasions. L'Enfant se rendait à Paris : il y chercha un orfèvre qui leur concevrait et fabriquerait les insignes et il y apporta l'annonce de la création de la société. *Esto perpetua* (qu'elle demeure à perpétuité) figurait également sur la médaille en tant que devise. Comme l'une des fonctions de la société consistait à rappeler aux générations futures la mémoire des campagnes de l'armée continentale, il fut décidé que quand les héros disparaîtraient, leurs aînés mâles les remplaceraient comme membres de la société. La démobilisation commença.



La situation politique des treize colonies était difficile. La dette paraissait abyssale. Les troupes qui étaient en Pennsylvanie et n'avaient

pas été payées depuis plus d'un an se soulevèrent. Il fallut envoyer une partie des forces de Newburgh pour les disperser. Par deux fois, on avait envisagé de donner le pouvoir de lever l'impôt au Congrès, de manière à payer les soldats et commencer à effacer la dette. Par deux fois, une des colonies, ne voulant pas que le pouvoir passât à un État fédéral puissant, avait fait échouer le projet, refusant de ratifier la mesure. Les soldats se demandaient si on finirait par les payer et si l'on reconnaîtrait leurs états de services. Le pouvoir civil, quant à lui, vivait dans la crainte d'un coup d'État. Washington dut calmer les esprits. Ce fut dans ce climat tendu qu'on apprit la création de la société des Cincinnati.



Un immigré irlandais, qui avait été élevé dans un collège de Jésuites en France, désormais juge en Caroline du Sud, Aedanus Burke, s'empare de la nouvelle et rédige en un mois un pamphlet : *Considerations on the Society or Order of Cincinnati, lately instituted by the Major-Generals, Brigadier-Generals, and other Officers of the American Army. Proving that it creates a race of hereditary Patricians or Nobility. Interspersed with remarks on its consequences to the Freedom and Happiness of the Republic. Addressed to the People of South Carolina, and their Representatives*. Selon lui, la société des Cincinnati est d'autant plus dangereuse qu'elle se donne une apparence fraternelle et charitable, uniquement inspirée par les bons sentiments. Le fait que le statut de membre soit héréditaire va créer une noblesse dans la société américaine, comme il en existe en Europe ; paradant avec leur aigle, les Cincinnati se considéreront comme différents des, et supérieurs aux, simples citoyens américains ; ils ne se marieront plus qu'entre eux ; ils confisqueront les postes de pouvoir ; leur arrogance deviendra telle que les autres citoyens ne les supporteront plus et que le tout conduira à la guerre civile. Les arguments sont aussitôt repris et amplifiés par les journaux. Comme la société a levé des fonds pour aider les plus pauvres de ses membres, on la soupçonne de disposer d'un levier financier susceptible d'organiser un coup d'État. Et comme les officiers français ayant participé à la guerre se regrouperont dans une branche française de la société, comme le roi de France a sans doute intérêt à prendre sous son aile de puissance coloniale la nouvelle république, le soupçon naît aussi d'une main de l'étranger.



Washington, grand lecteur de journaux et très soucieux de son image, qui avait réussi à se donner celle d'un Cincinnatus moderne, s'alarme. Il consulte Jefferson. Grand planteur comme lui, propriétaire d'esclaves comme lui, mais auteur de la célèbre phrase : « *We hold these truths, to be self-evident, that all Men are created equal* », n'ayant jamais par ailleurs participé au moindre combat, Jefferson lui conseille de faire dissoudre la société : elle lui apparaît trahir l'idéal d'égalité républicain. John Adams, à peu près d'accord sur rien avec Jefferson, partage pour une fois son analyse. Il est tellement outré et écœuré par la création d'une institution fondée sur l'hérédité qu'il annonce en privé qu'il se retire

définitivement de la vie politique (il rassurera finalement tout le monde, en devenant quelques années plus tard le vice-président de Washington et le deuxième président des États-Unis). Washington aimait l'image de Cincinnatus et avait vu avec sympathie la création d'une fraternité unissant ses officiers. Mais, grand politique, il comprend vite que son image risque d'être écornée : il ne demande pas à la société de se dissoudre, mais il lui enjoint de renoncer au principe héréditaire, ce qu'elle fait aussitôt, comprenant que le père de la nation se retirera si elle passe outre.

Les esprits ne se calment pas pour autant. Cousin de John et l'un des premiers révolutionnaires du Massachusetts, Samuel Adams explique

que la société a cédé en apparence à la pression populaire, mais que ses membres continueront de se transmettre de père en fils leur appartenance et que l'effet sera le même : une aristocratie aura été créée. Bien que Burke ait annoncé que la société, après avoir créé une noblesse héréditaire, tenterait d'établir une monarchie tyrannique, l'idée n'est pas reprise dans les premiers temps. On ne voit pas qui pourrait être proclamé roi, sinon Washington ; or, on n'attaque pas le sauveur de la patrie. D'ailleurs, il s'est retiré à Mount Vernon. De plus, à l'époque, les choses ne sont pas complètement claires et l'on pense souvent que le président des Cincinnati est von Steuben. Mais, peu à peu, l'accusation fait surface.

La société, de manière naturelle, s'est constituée avec une unité centrale extrêmement légère, et des branches par États. Structuellement, elle ressemble donc au pays lui-même. De là à penser qu'elle a institué un gouvernement

fantôme, il n'y a qu'un pas, vite franchi. Pour les dix ans de la déclaration d'indépendance, en 1786, la branche de New York organise des festivités qui éclipsent celle organisée par le Congrès : sa puissance financière choque.

C'est l'époque où l'on travaille à une constitution fédérale. Parmi les membres de la Convention de Philadelphie chargée de l'élaborer, on trouve bien évidemment d'anciens combattants membres de la société, mais aussi beaucoup de ses opposants. Pour qu'aucune pression ne s'exerce de l'extérieur sur les constituants, la règle adoptée est le secret des débats. Les tenants d'un État fédéral puissant, avec à leur tête Alexandre Hamilton, ancien officier d'état-major de Washington et Cincinnatus, s'opposent aux partisans du pouvoir des États, et les débats sont âpres. Les Fédéralistes l'emportent finalement, et imposent la création d'un président de la République, de deux chambres et d'une cour Suprême, l'institution d'un État fédéral pouvant décider de la guerre et de la paix, menant les négociations internationales et ayant droit de lever l'impôt. Reste à faire ratifier la proposition par les États. La campagne est dure. Elbridge Gerry a refusé de signer le projet. Il considère qu'il n'est pas admissible de ratifier une constitution qui ne comporte pas un Bill of Rights, que le droit des États est bafoué, et que



*L'aigle de la société.
Omnia relinquit
servare republicam*

le secret des débats a prêté lieu à des manipulations, notamment de la part des Cincinnati qui ont pesé pour une armée permanente et pour des impôts payant les soldes. Dans une lettre à William Barton (7 septembre 1788), Washington manifeste son amertume :

Je fais ces observations avec la plus grande liberté, parce que j'ai été témoin une fois de ce que je considérais comme un préjugé des plus déraisonnables contre une institution innocente, je veux dire la Société de Cincinnati. J'étais conscient que mes propres démarches sur ce sujet étaient irréprochables. J'étais également convaincu que les membres, poussés par des motifs de sensibilité, de charité et de patriotisme, faisaient une chose louable en érigeant ce mémorial de leurs services communs, de leurs souffrances et de leurs amitiés ; et je n'avais pas le moindre soupçon que notre conduite sur ce sujet aurait été inutile ou déplaisante à nos compatriotes. Pourtant, nous avons été violemment dénoncés concernant nos desseins supposés ; et je n'ai même pas échappé à l'accusation de myopie pour ne pas avoir prévu les conséquences, ou manquant de patriotisme pour ne pas avoir découragé une institution calculée pour créer des distinctions dans la société et renverser les principes d'un gouvernement républicain. Cependant, le fantôme semble maintenant plutôt passé ; sauf dans certaines occasions, lorsqu'il est évoqué par des hommes aux mauvaises intentions, pour réaliser leurs propres desseins en agissant sur des imaginations terrifiées. Vous vous souviendrez qu'ils n'ont pas manqué, dans les dernières discussions politiques, ceux qui ont eu la hardiesse d'affirmer que le gouvernement général proposé était la fabrication perfide et traître des Cincinnati.

Aedanus Burke est peut-être le premier auteur complotiste de l'histoire. Il a ouvert les discours des méfiants toujours prêts à soupçonner quelque élite de vouloir confisquer la démocratie.



En France, la création de la société des Cincinnati suscita l'enthousiasme. Ceux qui, à l'instar de La Fayette, avaient servi directement dans l'armée continentale pouvaient adhérer quel que fût leur grade. Mais la société américaine avait proposé comme règle (de manière à ce que le contingent de membres français restât limité) de ne recevoir, parmi ceux qui avaient servi sous Rochambeau et de Grasse, que généraux et colonels. Se posa aussitôt le problème des capitaines de vaisseaux. En France, ils étaient considérés comme ayant un grade équivalent, malgré le modeste intitulé du leur, à celui d'un colonel dans l'infanterie, la cavalerie ou l'artillerie. Ils réclamèrent d'être admis. Et l'appétit des Français pour les décorations n'ayant pas de limite, un nouveau problème se posa : qu'en était-il de ceux qui avaient combattu comme capitaines dans les troupes durant la guerre, mais avaient été nommés colonels à leur retour dans le vieux continent ? Washington reçut à Mount Vernon une montagne de courriers de demande.

Le pouvoir royal était partagé. D'un côté, il voulait mettre en avant l'alliance avec d'anciennes colonies anglaises qu'il avait aidées à gagner leur indépendance. De l'autre, devait-il permettre qu'on célébrât le combat d'insurgés contre un roi qui entendaient instituer la première grande république de l'histoire ? Par ailleurs, aucun monarque

n'admettait qu'un de ses serviteurs arborât une décoration attribuée par un État étranger ; ainsi le souverain de Pologne Stanislas Poniatowski s'en prit-il un jour à Thaddeus Kosciusko qui avait osé porter son aigle devant lui.

Louis XVI, dans un premier temps, accorda ce privilège inouï : deux décorations seraient désormais autorisées en France, l'ordre de Saint-Louis et celui des Cincinnati, et les officiers du corps expéditionnaire pourraient donc se présenter à la cour avec leur rapace bien visible sur leurs habits.

Les statuts de la société française furent assez différents de ceux d'Amérique : La Fayette fut élu président à vie, et les femmes admises, à raison de la participation à la guerre de leur mari ou de leur père. Le principe d'hérédité était étendu à tous les enfants, ceux des membres les plus prestigieux étant admis à porter l'aigle même du vivant de leur père. La Fayette s'était ému auprès de Washington du principe d'hérédité : il lui fut difficile de se déjuger et il dut donc refuser son élection. C'est l'amiral comte d'Estaing qui assura la présidence de la société française.

Benjamin Franklin avait passé à l'un de ses amis français le pamphlet de Burke. Comme à son habitude, le comte de Mirabeau avait désespérément besoin d'argent. Par ailleurs, ses relations à sa famille étaient fort compliquées : or, son jeune frère avait combattu en Amérique et était membre des Cincinnati. Surtout, Mirabeau débordait d'animosité à l'égard de ce qu'on appellerait bientôt l'Ancien Régime, et fort malheureusement, débordait également de talent. Le sujet eut toutes les raisons de le séduire. Reprenant le texte de Burke, il l'enrichit et lui donna la force stylistique qui lui manquait. Publié en Français à Londres, où l'auteur avait cherché refuge suite à ses frasques, il connut le succès en France et fut rapidement traduit en allemand et en anglais, ce qui lui permit de traverser l'Atlantique et de relancer la polémique en Amérique même. Burke hurla au plagiat, mais à tort. Mirabeau, d'une part n'avait pas caché qu'il était parti de son texte, d'autre part l'avait considérablement étoffé et amélioré. Dépassant l'idée du simple complot, il raisonnait (se trompant dans ce cas précis) sur la dynamique même des institutions :

Car chaque institution a dans son esprit même une force insurmontable, tant pour le bien que pour le mal, selon qu'elle a été dirigée en naissant ; une force que souvent on n'a pu prévoir dans son origine et qui se développe par degrés, qui agit dans tous les instans, modifie les caractères, conduit ou prépare les événements ; d'autant plus irrésistible que toute entière dans les choses, elle est presque toujours indépendante des personnes, et leur commande ou les entraîne ; sans qu'elles se doutent quelquefois de leur influence. (Mirabeau, 1784, pp. 29-30)

Pris dans la polémique, Louis XVI décida d'interdire toute nouvelle adhésion.



Le 12 juillet 1789, Camille Desmoulins sautait sur une table du café de Foy, dans les jardins du Palais-Royal, et demandait aux Parisiens assemblés

de quelle couleur serait la cocarde qu'ils accrocheraient à leurs chapeaux en symbole de la révolution en cours : « *Vert, couleur de l'espérance, ou bleu, couleur des Cincinnati et de l'indépendance américaine ?* » C'est le vert qui serait finalement choisi, pour à peine quelques jours, les tons ayant rapidement viré au bleu-blanc-rouge. Lorsque les privilèges de la noblesse furent abolis, l'ordre des Cincinnati fut épargné : il était l'expression du mérite, et d'un mérite mis au service d'une révolution. Mais cela ne dura pas : sous la Terreur, la Convention mit fin à toute distinction et le comte d'Estaing, président de l'ordre, fut traîné à la guillotine.



Il ne semble guère y avoir eu de vraiment inspirés par Cincinnatus que George Washington et ses quelques proches, et l'histoire est plutôt jonchée d'assoiffés de pouvoir, fût-il le plus modeste, qui, l'ayant occupé, s'y accrochèrent. Bien qu'elle soit aujourd'hui abritée dans l'une des plus belles propriétés du District of Columbia, Anderson House au 2118 Massachusetts Avenue, non loin de Dupont Circle, la société qui célèbre encore leur mémoire est restée plutôt discrète. *Esto perpetua*.

Quant à elles, les théories du complot qu'elle fut la première à susciter se portent bien ■

Références

Hünemörder Markus (2003) *The 'Deepest Piece of Cunning' Conspiracy Theory and the Society of the Cincinnati, 1783-1790*, München, Ludwig-Maximilians-Universität (PhD Dissertation).

Mirabeau Honoré-Gabriel Riqueti (comte de) (1784) *Considérations sur l'ordre de Cincinnatus, ou Imitation d'un pamphlet anglo-américain, suivies de plusieurs pièces relatives à cette Institution ; d'une Lettre signée du général Washington accompagnée de remarques par l'auteur François ; et d'une Lettre de feu M. Turgot, ministre d'État en France, au Dr Price sur les législations américaines*, chez J. Johnson, Londres.

Washington George (1788) "Letter to William Barton, 7 September"
<https://founders.archives.gov/documents/Washington/04-06-02-0446>